LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

Belles perspectives pour l'année qui commence ! M-L Duboin et A. Prime font le point.

Le patronat suisse est mis sur la sellette par J-P Mon

D.Kessous revient sur la mort du travail

J.Mathieu observe l'atavisme de meute et J.Bourdette défend les meilleurs dans la tribune libre.

M 1669 - 940 - 13,00 F

N°940 - janvier 1995

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TÉLÉPHONE **: de 15 à 18 heures,**
***les mardi et jeudi*, (16) 1 30 71 58 04**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130 FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70 FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200 FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250 FF
10 n°mensuels	350 FF
Europe	175 FF
(Par avion, nous consulter)	

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET.

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués..

La presse classique ne propose rien.
Pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

KOU, L'AHURI *ou la misère dans l'abondance*

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

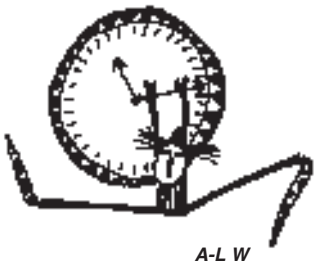
◊ *Enfin une bande dessinée :*

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract, au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.



A-L W

Il parait qu'il est de bon ton de faire fête parce qu'on change d'année, et d'en profiter pour formuler nos vœux les meilleurs à tous.
Facile ! La trêve qui va de Noël au jour de l'An, fera peut-être l'affaire des confiseurs, mais l'actualité ne nous incite pas à l'optimisme…

bonnes fêtes !

Quelles perspectives, en effet ! Les campagnes électorales, déjà commencées, vont pendant six mois encore, non seulement nous "pomper l'air" avec toujours les mêmes inepties, mais aussi pomper des millions et des millions pour diffuser ces inepties dans les journaux, par les radios et la télévision et sur des affiches, aux coûts insensés, qui gâchent aussi le paysage.

Il faut avoir le moral bien solide pour être encore sensible à l'humour du combat des chefs. Pour être ravi par l'imagination débordante d'un Ballamou dont les discours enjoués pétillent d'audace et d'esprit. Pour admirer avec quelle rapidité Chirac, qui parle toujours avant d'avoir réfléchi, euh…se rattrape en disant ensuite exactement le contraire. Il est vrai qu'il faut que l'ancien chef du "RPR-immobilier", qui a vidé Paris de ses habitants modestes, soit rudement fortiche pour oser se présenter maintenant comme un gauchiste pourchassant les affairistes immobiliers des banques et des compagnies d'assurance ! Barre n'est pas mal non plus, quand il pontifie. Mais on l'a vu à l'œuvre, et Giscard aussi, merci. Tous vont nous dire qu'ils ont enfin trouvé une solution à "la crise". Tous vont nous dire qu'ils vont "redresser la France", grâce à leurs réformes. Sur les taxes, par exemple, …pourvu qu'elles ne portent pas atteinte à la compétitivité des entreprises, bien sûr. Ce qui va changer avec la droite, c'est qu'elle vient de trouver une formule pour sa campagne : *«ne pas vouloir toucher aux acquis sociaux, c'est être conservateur»*. Il fallait y penser.

A gauche, les promesses de mai 1981 avaient fait beaucoup rêver. En fait, les élus se sont partagés en deux groupes : ceux qui ont profité du pouvoir pour eux et leurs copains et ceux, plus sincères, mais qui n'ont pas eu le courage, devant les obstacles qui leur étaient opposés, de dénoncer ces obstacles. Alors, ils se sont laissés piéger : mis au défit de gérer selon des normes imposées, ils s'y sont appliqués, au lieu de dénoncer l'inanité de ces normes. La perspective que Delors se présenterait avait redonné de l'espoir aux plus ambitieux. Mais vous connaissez ce commentaire à propos des derniers sondages avant sa déclaration de forfait: *«Balladur et Delors sont à 50-50. La gauche est loin derrière»*.

Non, rien à espérer du côté des politiciens. Le public, écœuré par l'ampleur des corruptions révélées, est maintenant persuadé que leur seule motivation, à tous, est l'ambition personnelle. D'ailleurs il n'a probablement pas tort, puisque, en proposant les changements nécessaires, on n'a aucune chance d'être élu. Le public n'a pas encore compris la nature de ce qu'on appelle la crise. Il n'a pas saisi l'ampleur de la mutation qui est en cours. Ceux qui en parlent sont des utopistes, des rigolos, des gens pas sérieux.

Au moins, la conclusion est simple : il faut continuer à expliquer, inlassablement. D'abord, ce qu'est la nature de la crise, et pourquoi il n'y a pas moyen d'en sortir dans l'économie dite libérale, celle où le profit est la loi suprême, celle de la jungle, celle du plus fort. En évitant de faire passer ses propres rêves, ses propres fantasmes, pour une thèse mûrement et collectivement réfléchie. Le débat, par exemple, sur le montant des revenus à distribuer, doit passer après la nécessité de faire comprendre qu'il est possible de **distribuer** (et non REdistribuer dans un cadre fixe) des revenus à tous, à condition de remettre l'économie, donc la monnaie, au service des hommes, grâce à une monnaie de consommation, créée dans le seul but de gérer les besoins et les moyens de les satisfaire.

Mais la tâche, pour autant, n'est pas facile. Les plus pessimistes ont des raisons de penser qu'il est trop tard, vu le nombre d'exclus qui paraissent déjà irrécupérables. D'autres sont découragés devant l'ampleur des méfaits du système actuel les guerres et les violences, la drogue et tous les intégrismes. D'autres sont prêts à se laisser séduire par ces sectes qui prospèrent en exploitant le désespoir de leurs semblables. Les plus optimistes s'emballent pour des réformes qui ne tiennent compte que d'une partie des problèmes : ils pensent par exemple, qu'il est possible d'imaginer une économie solidaire, ou sociale, qu'importe le nom, avec des gens de bonne volonté, tout en laissant le pouvoir, celui de l'argent-roi, à quelques "élites" qui sauront même les stimuler, ou, au moins, les laisseront faire. C'est ce que l'Abbé Pierre a fait depuis quarante ans : il pousse des "coups de gueule" et on le médiatise …*mais parce qu'il ne remet pas en cause le système*. Et la misère n'a fait qu'augmenter.

Souhaitons être de plus en plus nombreux à garder le cap entre ces extrêmes, à avoir le courage d'affirmer la nécessité d'une économie distributive pour mettre le progrès au service de tous. Les esprits y sont peut-être plus proches qu'on ne le dit et les choses changent parfois très vite : qui, en 1988, osait annoncer l'effondrement de l'empire soviétique et ses conséquences ?

MARIE-LOUISE DUBOIN

lu, vu, entendu...

société d'aujourd'hui et de demain ?

Martine Aubry, sur *France Inter*, a fait de troublantes déclarations (on sait qu'elle a beaucoup étudié *in situ* les banlieues chaudes, comme Ministre du Travail, et au sein de sa fondation FACE). Elle a dit :« *Le système a implosé, s'il n'y a pas eu d'explosion sociale. Dans les banlieues à problèmes, on laisse faire les dealers. Les flics sont très peu présents. Pourquoi ? Parce que le commerce de la drogue rapporte suffisamment d'argent pour survivre et entre autres payer les loyers. De cette façon, on limite la casse, les risques d'explosion* ». Voilà où en arrive notre société libérale…

Le commerce mondial de la drogue (voir par exemple l'éditorial de notre N°932) est évalué à 750 milliards de dollars, à quoi il faudrait ajouter d'innombrables activités indirectes. En francs, quelque 3.800 milliards, plus de 2 fois et demie le budget de la France.

* * *

coût du chômage

Depuis quelque temps, de nombreux hommes politiques (Rocard, Chirac, Giscard, des journalistes, etc.) utilisent, pour le coût du chômage, les chiffres que nous indiquions constamment : 400 à 420 milliards, soit environ 130.000 F par chômeur (tableau p.6, GR N°912).

Le Ministère du Travail, dans une étude publiée en novembre, donne **270 milliards en 1991** comme coût du chômage indemnisé.

Le commentateur, dans *Le Monde* du 29-11-94, précise que « *ce coût donne une mesure incomplète qui ne coïncide d'ailleurs pas avec les dépenses totales de l'emploi* ». Il ajoute les coûts individuels : retraite des chômeurs, gestion Assédic, ANPE, formation, etc. On arrive ainsi à 378 milliards, en 1991. Donc, en 1994, avec plusieurs centaines de milliers de chômeurs en plus et l'inflation, on arrive aisément aux chiffres de 400 à 420 milliards.

les jours se suivent…

Mais ne se ressemblent pas. Au "*20h"* du 6 novembre, Balladur dit toute sa satisfaction de sa politique et récite ce qu'on a entendu cent fois : *« Nous avons déjà fait beaucoup, beaucoup reste à faire, le chômage est quasi stabilisé… »*

Le lendemain, même heure, on annonce que Renault et Citroën continueront à licencier en 1995. Renault : 1.735 personnes ; Citroën : 1.180. Justification, malgré l'augmentation des ventes de 14 % en 1994 : la nécessité de poursuivre l'amélioration de la productivité qui devra encore s'accroître de 6 à 7 % jusqu'à la fin du siècle…

Rappel : Peugeot a déjà licencié 4.023 salariés (2.547 + 1.476) en 1994.

* * *

Vol ?
Non, simples bénéfices

Un rapport de la commission de l'Assemblée nationale sur les inondations, rendu public le 10 novembre, souligne *« l'absence de transparence »* de la gestion du *risque catastrophes* par les compagnies d'assurances, jugée très coûteuse : les primes nettes ont représenté 39,2 milliards de francs entre 1982 et fin 1993, alors que le règlement des sinistres a été de 20,3 milliards.

(Le Monde ,12 -11-94)

* * *

délocalisations

Akaï, pour qui le coût des fabrications des magnétoscopes en Europe… est devenu trop important va supprimer 220 emplois sur 650 dans une usine de Honfleur : délocalisation en Asie du sud-est.

Mercedes, par contre, a décidé d'implanter son usine de fabrication de voitures électriques Swatch en Lorraine parce que les salaires y sont 25 % moins chers qu'en Allemagne. Alors, vive les délocalisations ?!!

Kodak- États-Unis

Le groupe américain Eastman Kodak a annoncé le 15 novembre, 800 nouvelles suppressions d'emplois dans son usine de produits photographiques de Rochester, qui seront réalisées d'ici la fin mars 1995 dans le cadre de son programme de réduction des coûts. *« La direction est clairement décidée à prendre les mesures importantes nécessaires pour permettre à la compagnie d'enregistrer une performance améliorée en 1995 »* a souligné Vernon Dyke, responsable chez Kodak.

(Le Monde , 17 -11-94)

* * *

la RDTT, c'est possible

Voici un exemple de réduction du temps de travail : M. Naud, PDG de la fonderie Bouhyer, a donné, en octobre dernier, une conférence au cours de laquelle il a exposé que, dans son usine, la semaine de 32 heures en 4 jours de 8 heures, sans diminution de salaire, a été instaurée. Les conditions qui ont permis cette organisation du travail ont été établies en accord avec le personnel et certains syndicats..

(Envoi de J.T., Savigny-sur-Orge, documents disponibles à l'Union Rationaliste)

* * *

sans pudeur

Alors que les combats font rage en Bosnie, le groupe Matra a fait savoir,qu'il vient enfin, grâce au conflit en cours, de vérifier la qualité de ses armes.

D'après *Libération*, que nous citons, Matra vient d'avoir *« confirmation de l'utilisation avec succès, pour la première fois en opération, de bombes à guidage laser* ***MATRA BGL****1000 kg, par deux Jaguars de l'armée de l'Air, lors du raid mené en Croatie »*.

De quoi pavoiser…

(transmis par L.D, Montesson)

perles récoltées par André Prime.

Hommes… pour qui le désespoir
alimente le feu dévorant de l'espoir,
ouvrons ensemble le dernier bourgeon de l'avenir.
Paul Eluard

1995 : embellie pour le "peuple de gauche" ?

Un mythe prend fin

Pour justifier que sa politique est la bonne, le gouvernement et ses thuriféraires ne cessent de clamer depuis des mois que la reprise est là (même si des études crédibles[1] la relativisent au point de douter qu'elle soit durable). Faut-il s'étonner que les salariés réclament leur part légitime ? Ils ont osé revendiquer des augmentations de salaires, eux les *privilégiés* qui ont la chance d'avoir (encore) un emploi ! Certains ont obtenu des augmentations substantielles, d'autres, après plus d'un mois de grève (grève courageuse à un mois des fêtes de fin d'année) comme chez GEC-Alsthom, des miettes.

Un mythe s'écroule : la réconciliation, tant vantée par les socialistes au gouvernement, des salariés avec l'entreprise. Philippe Labarde[2] reprend des arguments ou constatations qu'on pourrait retrouver presque mot pour mot dans nombre de *Grande Relève* : «*Le temps s'est couvert pour le patronat français. Elle est loin l'époque où, à l'initiative du pouvoir socialiste, l'entreprise était réhabilitée, puis sanctifiée, dans l'allégresse générale… Le réveil ne pouvait qu'être rude. Il le fut. D'un coup, les nouveaux convertis découvrirent que les entreprises pouvaient être prospères sans embaucher. Pire même, que leur prospérité pouvait passer par des suppressions de postes. Terrible découverte pour ces nouveaux croyants, à qui personne n'avait enseigné les impératifs de la productivité et de la compétitivité* ».

Et avant tout le monde, la *Grande Relève* a particulièrement fait remarquer que la désacralisation de l'entreprise s'est accélérée il y a trois ou quatre ans, lorsque les cadres ont été à leur tour sérieusement frappés par le chômage, à raison de 30 % d'augmentation chaque année. P. Labarde enchaîne : « *Ces impératifs, les cadres les connaissaient quand ils n'en étaient pas les acteurs. Tout changea lorsqu'ils en devinrent à leur tour les victimes… D'un coup le patronat perdit ses alliés naturels. Qui mesurera le poids de cette révolution dans la modification radicale du regard qui fut porté sur l'entreprise ? Quoi qu'il en soit, l'image de la collectivité de travail où chacun s'épanouit, pour le bonheur du plus grand nombre, s'est effacée* ».

Les *affaires* touchant les patrons des grandes entreprises ont donné le coup de grâce : Lyonnaise et Générale des Eaux, Alcatel, **COGEDIM**, etc. Alcatel dont le grand patron, Suard, mis en place par son ami Balladur en 1986, a été épinglé pour avoir fait payer un million de travaux dans son hôtel particulier pour *assurer sa sécurité* [3] et surtout pour avoir laissé Alcatel-CIT surfacturer à France Télécom deux milliards de francs. Le directeur d'Alcatel-CIT, P. Quichet, a pu méditer à Fleury Mérogis… peut-être sur l'innocence de son patron !

* * *

Le chantage

Le mythe de l'entreprise écroulé, la lutte reprend. Le patronat, le gouvernement et les économistes à leur service tentent d'élever des digues face aux revendications.

Tout d'abord, rappelons une stratégie qui se développe de plus en plus : les grands groupes industriels investissent dans les médias pour mieux tenir l'opinion et l'orienter à leur gré. Ainsi, depuis des années, Bouygues possède TFI, mais combien de Français savent qu'Alcatel précisément a racheté l'*Express*, *le Point* et C*ourrier International* ? Petit à petit, la pieuvre de l'argent s'étend, au point que Giscard lui-même[4] reconnaissait: «*L'argent est devenu plus puissant que la politique* ».

Forts de cette situation, patrons et gouvernants se livrent à une intox d'une subtile hypocrisie, pour contrer les revendications salariales : ce qui importe aujourd'hui, c'est **de privilégier l'emploi plutôt que les salaires.** Ils essaient de donner mauvaise conscience aux *nantis* qui ont un emploi et de dresser l'opinion, et singulièrement les chômeurs, contre eux[5]. Les *fruits de la reprise* doivent aller prioritairement à ces derniers. Si on arrivait, par ce chantage, à freiner les revendications (cf GEC-Alcatel Belfort), ce serait tout bénéfice pour le patronat. Par contre, comment mesurerait-on les dons à l'emploi ? Alain Lebaube ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit : «*Comment peut-on mesurer la création d'emplois supplémentaires qui serait induite par le sacrifice sur les salaires ? Est-on assuré que les gains de productivité ne viendraient pas grignoter une partie des embauches potentielles ? L'arbitrage entre l'emploi et les salaires peut dès lors se révéler un marché de dupes, tout comme celui du partage du produit des gains de productivité ou de celui des bénéfices de la croissance entre le capital et le travail. Et ce, sans parler du contenu même de l'emploi espéré, qui pourrait aussi bien se constituer de stages, de travail à temps partiel, et de toutes les formules précaires* ».

Tous les nantis, les vrais cette fois, tirent dans le même sens : l'emploi plutôt que les salaires. Alain Minc, président d'une Commission qui a planché sur le problème du chômage, est d'accord avec cette politique. Et, bien entendu, le patronat qui, par la voix du président de sa Commission sociale, Jean Domange, demande de «*ne pas hypothé-*

quer la reprise économique et ne pas réduire à néant les possibilités d'arbitrage en faveur de l'emploi.»
Pour nous, c'est clair, ce chantage vient s'ajouter à celui que l'on a trop entendu à propos des affaires : «*attaquer les PDG de nos entreprises, c'est attenter à leur image de marque ; on perdra des marchés et donc on devra licencier* ». Il est normal par contre que l'on jette en prison les voleurs d'oranges… Curieuse société, dont les dirigeants n'en finissent pas de nous répéter qu'ils œuvrent pour la défense de ses valeurs ! En résumé, le patronat aidé par le gouvernement, veut tout : 80 milliards de cadeaux sans embauche, la réduction drastique, à son seul profit, des charges sociales, le blocage ou presque des salaires, le droit de licencier à sa guise et la prise en charge, par la masse des citoyens, des travailleurs qu'ils licencient.
Face au dilemme emplois-salaires, fort heureusement les syndicats ont pris position : les deux volets doivent être satisfaits. Pour Marc Blondel (FO), en augmentant le pouvoir d'achat, la reprise se transformera en croissance, laquelle provoquera à son tour des embauches (ça, c'est moins sûr : voir plus haut). Nicole Notat (CFDT) refuse d'opposer le tout-emploi au tout-salaire. La *Grande Relève* ne cesse de répéter qu'on ne peut attendre de vraie reprise intérieure sans une augmentation du pouvoir d'achat, qui ne serait qu'un juste partage des gains de productivité.

* * *

L'élection présidentielle

Faut-il en attendre une embellie pour les travailleurs ? Avec la droite, non, bien sûr. Elle n'aurait plus de retenue pour attenter aux acquis sociaux, favoriser les riches, tout en appelant le peuple à *être solidaire des laissés pour compte* : la charité par les moins fortunés.
Et avec une gauche victorieuse grâce à Delors[7], grâce surtout au lamentable spectacle qu'offre la droite à travers ses ambitieux personnels «*prêts à faire don de leur personne à la France, et,* comme ose le dire Chirac, *aux plus humbles des Français* » ? Une telle victoire ne serait due qu'au charisme de Delors, car la gauche, socialement majoritaire, ne l'est hélas pas électoralement. Pour gouverner tant soit peu à gauche, Delors devrait dissoudre la Chambre et il n'est pas sûr que des élections lui donnent une majorité. Rappel : Mitterrand en 88 battait Chirac à plate couture (54 % contre 46 %) ; or les législatives qui suivirent lui donnèrent une très courte majorité.
Mettons les choses au mieux : Président de *gauche-centre*, Chambre de gauche. Delors s'est bien gardé de venir au Congrès de Liévin pour se faire adouber par les socialistes. Chrétien pratiquant, comme Balladur, syndicaliste CFTC, sûrement honnête et sincère, il est venu tard, 1974, au PS, il ne cache pas qu'il est social-démocrate, très attaché à l'économie de marché et à la compétitivité… et penche au centre !
Le «*à gauche toute*» d'Emmanuelli, n'est pas du tout la tasse de thé de Delors. A Liévin, Fabius :«*Certes rien n'est acquis, mais le futur est à nouveau ouvert* ». Et Jospin : «*Sans doute est-il vrai qu'avec ce candidat, la campagne ne sera pas conduite entièrement sur la ligne qui prévaut aujourd'hui dans le PS. Faut-il s'en étonner ? Non. Faut-il s'en inquiéter, je ne crois pas* »
A Martine Aubry, fille de Delors, de donner le "*la*" : «*Nous devons redonner l'espoir à une gauche qui s'appuie sur des valeurs éternelles, mais aussi sur des pratiques nouvelles* ». Pratiques nouvelles, rejetant celles pratiquées pendant dix ans, lors de deux septennats ?
L'espoir fait vivre et mieux vaut tout de même un Delors[8] qu'un Balladur ou un Chirac pour ceux que chante Eluard :

Ils vous ont fait payer le pain,
le ciel, la terre, l'eau, le sommeil
et la misère de votre vie.

ANDRÉ PRIME

———

1. En première page du *Monde* du 24 novembre, en gros titre : «*En raison de la faiblesse de la consommation, due à une faible progression du pouvoir d'achat des ménages, la croissance a fléchi au second semestre* ». De fait, la baisse est de 2,5 % en octobre.
2. *Le Monde,* 17 novembe.
3. Le salaire de Suard est de un million/mois. Les grévistes de GEC-Alsthom brandissaient des pancartes : «*Salaire Suard = salaires de 146 ouvriers* ».
4. A 7/7, le 27 novembre.
5. «*Le sentiment de culpabilité va parfois jusqu'à reprocher aux salariés de posséder un emploi afin de mieux leur demander un effort*» Lebaube. Le Monde 25 novembre.
6. *Le Monde,* 25 novembre.
7. A l'heure où ce texte a été écrit, Delors ne s'était pas encore prononcé sur sa candidature.
8. Si ce n'est pas Delors qui représente la gauche, et sachant « qu'il n'est pas de sauveur suprême», il restera à espérer que la gauche trouve un candidat solide pour défendre un ensemble de propositions allant dans le sens d'un progrès social.

Vous ne savez pas quoi offrir
en étrennes à un parent ou à un ami ?
Ne cherchez plus :
il n'y a pas de plus beau cadeau
qu'un abonnement à La Grande Relève,
ou un des ouvrages que nous avons publiés
(voir leur liste page 2) !

Et à La Grande Relève, le plus beau cadeau
que vous puissiez lui faire…
c'est un nouvel abonné !

Rassurez-vous, la Grande Relève n'est pas payée pour faire de la publicité pour la nouvelle Cinquième chaîne de télévision (la chaîne éducative), comme pourrait le laisser croire phonétiquement notre interpellation[1].
Il s'agit plus sérieusement d'une adresse au patronat suisse.

— Eh, du con…
— C'est une insulte ?

Oui !

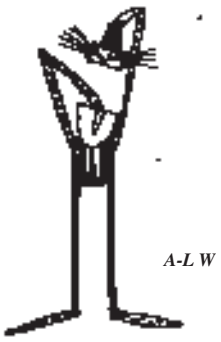
Nous avons reçu récemment le numéro 19 (daté d'octobre 1993 !) de la revue *Études et Enquêtes* du *"Centre Patronal de Lausanne et de la Fédération des Syndicats Patronaux de Genève"*, consacré aux problèmes de l'emploi en Suisse et sous-titré : *"Partage du travail : la grande illusion"*. Des deux auteurs, J.-P.Chenaux et P.Weiss, dont l'un a eu la courtoisie de nous faire parvenir la revue, on ne nous dit rien. Sont-ils journalistes, sociologues, économistes ou tout simplement chargés de la communication des organismes patronaux sus-cités ? Qu'importe, les voici partis en guerre contre l'idée du partage du travail comme moyen de remédier au problème du chômage en Suisse, qui toucherait en gros 5 % de la population active. Le ton est donné dès le prologue : «*En première approximation, le partage du travail est malthusien; or la population, et notamment les travailleurs les moins bien rémunérés…sont réticents face à la frugalité. L'éthique du travail des Suisses oppose aussi une résistance culturelle à ce qui leur apparaît comme un mythe, voire un bon sentiment, et non comme une équation scientifiquement établie (travailler moins = travailler tous.)…*». Apparemment, l'idée que l'on pourrait ne pas réduire les salaires n'a même pas effleuré nos deux compères. C'est contraire à l'éthique du travail ! Ceci étant, les deux auteurs ont fait un travail important, bien documenté (mais sans doute en prenant trop pour parole d'Évangile les rapports de l'OCDE), intéressant par la revue, à laquelle ils procèdent, de diverses propositions de réduction du temps de travail dans le monde, de l'instauration de revenus d'existence… Leur analyse est malheureusement d'une partialité primaire, notamment celle qu'ils font des travaux de P.Lafargue, le gendre de Karl Marx, sur le droit à la paresse, et leur ironie facile sur la conception du travail et de l'esclavage dans la Grèce antique, oubliant que les esclaves modernes ne sont plus des hommes mais des machines. Les illustrations qui accompagnent les divers articles relèvent de la propagande la plus primitive à moins qu'elles ne révèlent tout simplement le niveau moyen des lecteurs de la brochure. Évidemment, nos deux larrons ne pouvaient rester indifférents aux théories abondancistes auxquelles ils ont consacré le troisième chapitre de la deuxième partie de leur brochure, intitulé *"Les Technocrates, Jacques Duboin et la mythologie de l'Abondance"* : « *Procédant du mythe de l'Age d'or, au même titre que le plaidoyer en faveur de la paresse de Lafargue, la doctrine économique de l'Abondance a contribué comme lui à l'essor des thèses sur le partage du travail. Le développement de la production de masse a conduit un certain nombre d'esprits dotés d'un solide optimisme à penser que l'humanité était entrée au XX^{ème} siècle dans l'ère de l'abondance…A l'aube des années 30, à New-York, l'idée prend un tour pseudo-scientifique en s'incarnant pour la première fois dans une doctrine économique… En France, c'est Jacques Duboin qui prend la tête de la nouvelle école "abondanciste". Homme de gauche et banquier de formation, cet ancien député de la Savoie et ancien sous-secrétaire d'État au Trésor (1926) est l'ami personnel de Joseph Caillaux. Il fonde le Mouvement français pour l'Abondance et dirige "La Grande Relève des hommes par la science" aux forts relents scientistes.*». Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne font pas dans l'emmenthal, nos amis ! Et ils n'en restent pas là : «*Cette idée que la production augmente en même temps que le chômage est omniprésente dans la foisonnante littérature "abondanciste"…Comme leurs devanciers new-yorkais, les "abondancistes" français — ou socialistes de l'Abondance — ont proposé de substituer au système traditionnel des échanges jugé onéreux, une* **économie distributive** *assurant la répartition des biens et des produits selon les besoins… En même temps qu'une monnaie* **entièrement nouvelle**, *ils ont prôné l'institution d'un* **service obligatoire du travail** *et d'un* **revenu social**…». On notera les guillemets dès qu'il s'agit d'abondance et les caractères gras lorsqu'il est question de mesures sortant de l'ordinaire. J'ose tout de même espérer qu'ils n'ont pas fait sciemment l'assimilation entre service obligatoire du travail que nous appelons en réalité "service social" et STO de sinistre mémoire. Mais sait-on jamais… Nous sommes, par contre, tout à fait ravis d'apprendre que «*Sauvy voyait dans la mythologie de l'abondance* "**le plus redoutable des toxiques**". *Pour l'auteur de La machine et le chômage, elle a eu une influence bien plus grande qu'on a pu le penser* : " **Basée sur les apparences (la mévente étant prise pour de la surproduction absolue et le stock pour le flux), propre à bercer les hommes, elle est plus libératrice que toute autre".** *Il est certain que, par des*

canaux semi-conscients, elle a fortement inspiré la confiance générale dans la semaine de 40 heures... et moins. Plusieurs courants libertaires spéculant sur les possibilités offertes par un temps libéré continuent de s'y référer. Le slogan de Mai 68 « demandez l'impossible, car tout est possible » *en procède. Elle a séduit des économistes aussi bien conservateurs que marxistes* ».
Nos admirateurs de Sauvy auraient dû pousser leur analyse un peu plus avant. Ils auraient ainsi découvert que lorsqu'il parlait de mévente, J. Duboin n'oubliait jamais de préciser qu'elle n'existerait pas si on solvabilisait tous ceux que l'économie classique ignore, les insolvables. D'où la nécessité d'instaurer un revenu garanti pour tous.
Quant à l'histoire du stock et du flux, on nous l'a ressort souvent, la dernière fois étant à ma connaissance, celle où ce pauvre Boublil, ex-conseiller de Bérégovoy, n'avait pas craint de déclarer dans un débat contradictoire que nous avions eu avec quelques socialistes : *« Je vous laisse l'abondance, laissez-moi le socialisme ! »* Ce qui lui avait attiré de nombreux sifflets de la part de l'assistance. Ce n'est pourtant pas ça qui lui a valu son séjour en prison pour délit d'initié… C'est sans doute d'être trop bon en théorie économique.
Mais je reviens à mes moutons, c'est à dire à la brochure du patronat suisse qui a si peur de l'abondance au point de laisser écrire : «*L'**abondance frugale** est certes un thème de discussion intéressant, voire un mode de vie attrayant pour qui a été élevé dans le goût de l'ascétisme ou qui est revenu des illusions de la société de consommation ; il est plus ardu d'en convaincre les premiers touchés par la crise : les travailleurs à bas niveau de qualification et, partant, de revenu* ». Et de nous démontrer que ce sont les salariés les plus mal payés qui devraient céder une partie de leur travail, et donc de leur salaire, pour que d'autres puissent partager leur emploi. *« Peut-on raisonnablement exiger de ces derniers de réduire leur revenu ? Peut-on tout aussi raisonnablement obliger les entreprises à alourdir leurs charges sociales, ce qui retarderait d'autant une reprise de la croissance ? »* La réponse est non, comme vous l'avez tous deviné, et le maître-mot, la reprise, est lâché. On croirait du Balladur pur et dur!
Mais que nous proposent en conclusion de leur long travail nos deux auteurs ? «*Face à l'hétérogénéité du chômage , les seules politiques à même d'éviter des désillusions cuisantes doivent viser le long terme et non espérer résoudre les problèmes d'un coup de baguette magique. Elles passent par la réanimation d'un cercle vertueux où la restauration de la compétitivité, et partant de la rentabilité des entreprises, associée à des anticipations positives de la part de leur responsables, conduit à des investissements en capital comme à des créations d'emplois… Une concertation internationale, de saines politiques monétaires et budgétaires ainsi qu'une adaptation de la législation favorisant une utilisation optimale des capacités de production créent pour les entreprises un cadre encourageant. Du côté des travailleurs, un perfectionnement professionnel sans relâche les dote de la meilleure assurance-chômage individuelle* ».
«En voila des propositions qu'elles sont bonnes ! » d'autant plus que la naïveté y dispute la place du flou artistique. Qui nous dira jamais ce qu'est un cercle vertueux ? Mais il y a encore mieux : « *Au fond, n'est-il pas étrangement conservateur de vouloir sortir de la crise en bloquant de facto le volume de travail par une simple modification de sa répartition plutôt que de tout faire — et y mettre le prix — pour favoriser son accroissement ?* » Autrement dit, si ma tante en avait…
Pour bien enfoncer le clou, la brochure patronale s'achève sur un recueil de citations de "responsables" (?) divers, intitulé "Des opinions à contre-courant" dont je ne résiste pas au plaisir de vous donner quelques extraits particulièrement gratinés : «*Un temps de travail réduit entraîne une baisse de la capacité concurrentielle et par conséquent un recul des emplois… Les salaires doivent toujours progresser légèrement moins vite que la productivité, voilà la meilleure recette contre le chômage (H. Maucher, président du Conseil d'administration de Nestlé, 27-2-93) ; — il serait regrettable que l'opinion publique commence à faire une fixation sur l'idée du partage du travail et que cela détourne l'attention de problèmes autrement plus importants. Ainsi, la chose vraiment essentielle sera d'empêcher, lorsque la reprise s'amorcera et que la demande de travail redémarrera, qu'un chômage élevé ne s'installe en permanence dans notre pays. (J-C. Lambelet, professeur à l'université de Lausanne, 30-3-93) ; — lorsque j'entends parler du chômage et de partage du travail, je trouve cela grotesque. On confond le jour et la nuit : nous ne surmonterons pas nos difficultés actuelles en travaillant moins mais en travaillant plus ! Car comparer l'emploi à un gâteau qu'il conviendrait de découper en tranches plus petites afin qu'il y en ait davantage, c'est faire preuve d'infantilisme absolu ! Le problème, c'est de se demander comment on pourrait l'augmenter ce gâteau! …(C. Smadja, chef de l'information de la Télévision romande, 8.4.93).* Ce brave homme s'est trompé de dessert. Il a confondu le gâteau de la production et celui de l'emploi. — *notre Chambre reste extrêmement sceptique face aux propositions sur le partage du travail. La seule vraie solution au chômage, c'est l'embauche et tout ce qui peut la favoriser (Chambre de commerce et d'industrie de Genève, 5-6-93) ».* Il y en a qui devraient effectivement garder la chambre…
J'arrête là les citations de ce bêtisier qui en contient encore beaucoup d'autres. Faut-il en être atterré ou, au contraire, réjoui à la pensée que l'abondance et la réduction du temps de travail terrorisent encore tant de patrons ?

JEAN-PIERRE MON

———

1. Nous précisons pour nos lecteurs n'habitant pas en France que la chaîne de télévision éducative qui vient d'être mise en place a lancé pour se faire connaître une grande campagne de publicité par voie d'affiches sur lesquelles on peut voir de braves gens s'interroger : Éduquons…c'est une insulte ?



A-L W

Bien après que leurs ancêtres furent descendus des grands arbres, les hominidés ont longtemps erré dans la savane. Pendant des millénaires, la survie de l'espèce s'est jouée sur peu de choses : un embryon d'organisation sociale bien adaptée aux conditions du milieu. Par sa masse compacte, le troupeau herbivore opposait un rempart suffisant contre les prédateurs abusifs. Mais la double condition humaine de chasseur et gibier dans une jungle sans merci exigeait un supplément d'initiative et de mobilité.
Avant le nationalisme, avant le féodalisme, avant le tribalisme, l'humanité naissante a donc longtemps vécu en formation de meutes à l'exemple des loups.

L'atavisme de meute, maladie infantile de l'Homo Sapiens

Par certains travers, constamment recommencés, il est permis de penser que notre comportement témoigne encore de ce lointain passé.
Les rapports sociaux qui régissent la meute sont d'une extrême simplicité : il y a un dominant qui domine, et des suiveurs qui suivent.
Le dominant s'impose d'emblée du fait même qu'il ne se pose guère de questions : il est physiquement et moralement dominant, c'est sa nature profonde. Ambitieux en toute sérénité, le dominant est pourvu du dynamisme, du courage, ou de la cécité, nécessaires pour entreprendre des parcours à haut risque. Ca passe ou ça casse. Autre particularité propre au dominant, sa totale inaptitude à supporter la présence d'un autre dominant. Une allergie si vive qu'elle coupe court aux discussions et met rapidement un terme à tout compromis. Chaque dominant engendre donc une meute, laquelle prend immédiatement ses distances. Il y a autant de meutes que de dominants.
Voyant contestée sa dominance par voie d'héritage et voulant démontrer qu'elle s'imposait aussi par nature, notre Henri IV avait, d'une formule, parfaitement résumé la question :«*qui m'aime me suive* !».
Car il y a toujours des suiveurs, pourvus de la même propension à suivre que le dominant à dominer. Ce sont de loyaux et parfois fort brillants sujets qui, disposant d'un lourd potentiel de confiance, apprécient de pouvoir le mettre au service d'un leader à leur goût et donner ainsi le meilleur d'eux-mêmes.
Ils assument sans compter l'intendance de la meute. La plupart en prenant encore plus de risques que leur chef, et certains autres en prenant plutôt *la tangente* quand il leur vient quelqu'idée douteuse derrière la tête.
Reste enfin, en queue de peloton, le petit contingent des penseurs invétérés. Ceux-là souffrent de curiosité œcuménique, cherchent à voir ce qui se passe ailleurs, et prétendent réfléchir. Autant dire que pour eux, la partie est perdue d'avance. Constamment dépassés, ils ont forcément raison trop tard. Ce qui leur vaut parfois quelque regain de considération quand vient le moment de réparer les dégâts.
L'atavisme de meute dépasse souvent tout entendement.
On sait que dans le dernier bunker de Berlin réduit en cendres, la succession du führer était encore convoitée par quelques demi-fous. Mais sous les lambris du bucolique château de Sigmaringen, des quarterons de distingués collaborateurs bien de chez nous, se chamaillaient, eux aussi, les ministères fantômes de l'État vichyssois en parfaite déroute. Peut-on raisonner quelqu'un qui veut absolument être ministre !...
Que dire aussi d'un pareil comportement dans les organisations les plus altruistes et même là où l'on fait profession de total renoncement ? Ne vient-on pas de voir les bonzes de Séoul s'affronter violemment au nom de leur gourou préféré ? Ce qui relève du même esprit de meute que celui des sœurs Martin lorsqu'elles s'appliquaient à prendre le pouvoir ... au Carmel de Lisieux !
On plaisante encore de la propension des petites meutes trotskistes à provoquer une scission dès qu'on y commettait l'imprudence de se réunir à plus de trois.
Les staliniens eux disposaient de bien plus grands moyens pour faire la même chose. De purge en purge, ils ont engendré la cybernétique promotion des plus cyniques carpettes de leur bureaucratie jusqu'au jour où, l'intendance n'étant même plus en mesure d'assurer les livraisons de saucissons, tous les apparatchiks de Karl Marx sont passés au capitalisme avec armes et bagages sans l'ombre d'une discussion.
La Kalachnikow ayant pris le pas sur les subtilités de la dialectique de classe, on ne compte plus les nouvelles meutes qui, de Sarajevo à Vladivostok, partent à l'assaut des sinécures de remplacement.
Il est enfin désolant de ne pouvoir achever ce florilège sans évoquer les pathétiques rivalités de boutiques des camarades syndiqués. Combien de fois leurs valeureux pionniers ont-ils dû se retourner dans la tombe !
Ce qui fait que les déçus, les blasés, les revenus de toutes les utopies militantes sont légions et que nos philosophes constatent avec amertume que ce siècle, commencé dans l'euphorie du progrès, s'achève sur une malheureuse perte de sens. Comment sortir d'un tel désastre ? Peut-on encore espérer quoi que ce soit ?
Il serait d'abord charitable de dissuader les dégoûtés d'une quelconque officine d'aller offrir leurs services dans une autre. Parce qu'ils retrouveraient sans tarder les mêmes raisons de s'en aller ailleurs. Il est certain que l'atavisme de meute exerce les mêmes ravages à la société d'encouragement pour l'amélioration de la race chevaline, et qu'il n'en va guère

mieux au bureau des objets non réclamés.
Il est vrai que les écologistes, eux, avaient décidé de faire de la politique autrement. Ca n'a pas tardé à être long, comme on dit chez le coiffeur. De fins observateurs avaient d'ailleurs remarqué qu'ils n'étaient pas tous mal rasés, ce qui laissait augurer un premier clivage des sensibilités. Mais enfin ça leur apprendra ; pour qui se prend-on chez les écolos, prétendre s'unir pour sauver le monde alors que Dieu lui-même a toujours eu les pires déboires avec ses fonctionnaires !
Tout ne serait donc que vanité ? Voilà en tout cas un aspect des choses qu'il est utile d'assimiler une fois pour toutes si l'on tient pour le moins à se maintenir en bonne santé. Même l'argent n'est qu'un instrument de la vanité. Et dans cet ordre d'idées l'exercice du pouvoir, fut-il celui d'une meute à la cour des miracles, s'avère encore plus attrayant que l'argent. N'en doutons pas, l'atavisme de meute est une constante écologique ; ça fonctionne comme ça ; il faut faire avec !
Disons plutôt qu'il faut faire avec ce qui reste. Ce qui n'est pas peu dire, sachant que ce qui reste est justement l'essentiel.
Tout est vanité, certes, mais tout n'est pas que vanité. Si le devenir de l'humanité est une valeur indiscutable pour l'homme solidaire de son espèce, ou plus prosaïquement de ses enfants, il va de soi qu'une ambition de droite n'est pas de même valeur qu'une ambition de gauche, laquelle devrait s'avérer encore moins estimable qu'une ambition écologique. La subjectivité individuelle ne doit pas l'emporter sur l'objectivité sociale. Au chapitre des bonnes consciences, sans doute est-ce l'intention qui compte, mais s'il y va de la vie de nos enfants, qu'importe si l'intention n'est pas pure dès lors qu'elle agit pour un résultat sans commune mesure avec ce genre d'appréciation.
D'ailleurs personne n'est exempté de vanité. On sait hélas combien la vanité motorisée peut s'avérer meurtrière. Mais dans sa version la plus acceptable, sans doute la vanité n'est-elle qu'un réflexe d'autodéfense, un dispositif de sécurité psychologique pour préserver le minimum d'amour propre indispensable à l'équilibre de chacun. Qui ne s'est jamais surpris à pérorer au-delà de son propre entendement pour le seul plaisir de tenir la dragée haute à l'interlocuteur ? Et puis me disait un plaisant ami jamais à court d'argument : «*C'est déjà assez pénible d'avoir tort, si en plus il faut le reconnaître* !…»
En fait, la vraie sagesse commence à l'instant où l'on cesse d'être dupe de sa propre vanité. Cela confère généralement une propension à l'humour … et à une salutaire adhésion au parti d'en rire, y compris de soi-même. C'est bien dommage vous diront les moins doués, ceux pour qui l'humour n'est que la politesse du désespoir. Mais n'en croyons rien et rions de bon cœur sans pour autant sombrer dans l'amertume de la dérision.
Ce n'est qu'un cap à passer. Pour des militants bien rodés, l'humour remet les choses en place, c'est même l'arme absolue de la persévérance.

JEAN MATHIEU

Commencez bien l'année !
Offrez-vous, offrez à vos amis

LA THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ÉVOLUTION
de DJÉMIL KESSOUS

collections consciences,
aux éditions *l'Harmattan*,
5-7 rue de l'Ecole Polytechnique,
75005 PARIS

Un de mes fils vit et travaille au Canada.
Il est intéressé de trouver là-bas des amis dévoués à cette cause.
Existe-t-il à Montréal un milieu ami, ou le créditisme le remplace-t-il ?

J.M., Boisseuil

SOUSCRIPTION PERMANENTE
Pour que vive la Grande Relève

L. Janelle 300 - F. Jule 30 - Mme Lahens 300 - P. Le Nin 70 - J. Mahé 70 - Mme Picourlat 370 - A. Prime 200 - P. Quittelier 270 - J. Cornelio 270 - J. Dancoisne 20 - M. Doubre 70 - L. Fouret 100 - R. Guérin 50 - J. Touraine 70 - G. Vaucel 100 - A. Weiss 70 - Ch. Bauny 20 - P. Béné 100 - E. Bidoit 20 - Mme Davrainville 70 - J.M. Mailet 20 - R. Ricard 70 - R. Villégier 420 - A. Richard 120 - Anonyme 100 - Mme Deiro 170 - J. Legros 60 - P. Orliange 300 - B. Palier 300 - J. Renon 100 - R. Savart 100 - G. Carle 130 - P. Dubal 270 - Mme Warnier 180 - R. Baglin 70.

Total 4.980 F.

Merci à tous !

A NOS ABONNÉS : ***Nous prenons soin d'indiquer sur chaque étiquette la date d'échéance de votre abonnement. Merci d'en tenir compte pour nous éviter les frais d'envoi d'une carte de rappel .***

J'ai le regret de vous faire part du décès de notre camarade

ALBERT RAYNAUD,

à l'âge de 97 ans.

Il fut durant de longues années le trésorier de notre section MFA d'Angoulême. Et un excellent camarade. Tous ceux qui l'ont connu le regretteront.

R.C., Chalais

Naissance, vie et mort du travail

«Quand nos ancêtres préhistoriques allaient chercher à manger, M'sieu-dames, ils ne disaient pas : on va travailler… M'sieu-dames …»

… C'est un SDF qui prononce ces mots dans une rame de métro. Il n'a pas du tout le type de nos anciennes et traditionnelles "*cloches"*, marginaux débonnaires, alcooliques invétérés et irrécupérables. Lui, c'est un SDF de la nouvelle génération : la cinquantaine, les traits encore juvéniles, une certaine sveltesse le feraient plutôt ressembler à un Français (cadre) moyen, ne seraient-ce ses vêtements usés jusqu'à la corde - mais propres- et, malgré son humour, un regard d'une fixité excessive et d'une infinie tristesse.

Mais revenons à notre sujet. De fait, nos ancêtres chasseurs-cueilleurs n'allaient pas travailler. Ils n'étaient pas toujours oisifs cependant : ils s'occupaient, cueillaient des baies, chassaient des animaux, fabriquaient des armes de chasse, construisaient des huttes, préparaient la popote… le tout collectivement, sans que ces tâches ne leur paraissent trop désagréables.

Ce n'est qu'à partir du néolithique, il y a quelques milliers d'années, lorsque nous avons inventé *la civilisation* : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la ville, l'écriture… que, par la même occasion, nous avons créé ce nouveau type d'activité : *le travail*. Dès lors il a fallu *besogner* de plus en plus… «*La civilisation est la création de besoins dont on n'a pas besoin*» écrit Mark Twain. A mesure que nos ancêtres cherchaient à se mettre à l'abri du besoin, ils inventaient d'autres besoins. Toute notre histoire économique de ces derniers millénaires peut être regardée comme la double évolution de nos besoins d'une part, et de la capacité de les satisfaire (le progrès technique) d'autre part. De plus, à mesure que notre force productive croissait, les effets pervers se multipliaient : l'exploitation de l'homme par l'homme, la comptabilité sordide,…et la guerre de plus en plus meurtrière…

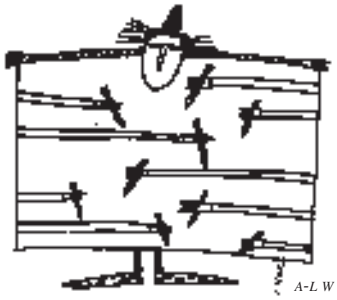
Puis, est survenue la *Révolution industrielle*… Depuis la révolution néolithique, l'homme avait domestiqué quelques animaux (avec l'élevage) et végétaux (avec l'agriculture). A partir de la *Révolution industrielle*, ce démiurge diabolique s'est mis à *domestiquer la matière inerte*, à l'animer magiquement pour en faire des esclaves mécaniques dociles et prodigieusement efficaces. Dès lors, le progrès technique - la capacité de satisfaire les besoins - a explosé de manière si brusque que nos besoins ont eu du mal à suivre ce mouvement… Les effets pervers, eux aussi, se sont mis brusquement à proliférer : atomisation, pollution, colonisation, bureaucratie, guerres mondiales, fascisme, intégrisme… Les *différenciations* sociales se sont également multipliées : entre travailleurs surexploités et chômeurs oisifs ; entre pays surdéveloppés, *hypertrophiés* et monde sous-développé, *anémié* ; entre villes surpeuplées et campagnes désertées, entre les terrains agricoles à haut rendement et les autres laissés en friches ; entre les nantis flattés servilement et les exclus impitoyablement frustrés… Quoi d'étonnant à ce que certains en soient arrivés à critiquer ce progrès qui se montrait si hideux ? A remettre en cause cette modernité-là ?

Au commencement de la Révolution industrielle, au début du siècle dernier, comme si l'homme sentait que sa libération approchait, il s'est mis subitement à *marner,* à *trimer* encore plus : chacun connaît la condition des classes laborieuses au XIXe. Depuis les choses se sont progressivement calmées ; à compter de la fin du XIXe, à mesure que la technologie progressait, la durée moyenne du travail ne cessait de diminuer. Et puis, à partir de 1929, un type nouveau de crise est survenu : *le chômage de masse,… la misère dans l'abondance…* Jacques Duboin, dès cette époque, notait qu'après des millénaires de pénurie généralisée, c'est le travail qui, paradoxalement, devenait une chose rare. Cependant, depuis ces années 30, la force productive humaine n'a encore cessé de progresser opiniâtrement…

«Une formation sociale ne disparaît jamais avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société», écrivait Marx en 1859. Certains conservateurs ont bien compris cette chose-là, comme Antoine Pinay qui voulait à présent "*qu'on lutte contre le travail trop scientifique*" (cf. GR n° 930, fév. 1994). Quant à nous, qui sommes pour le changement social, pour la relève de l'homme par la machine, nous sommes également, et résolument, pour le progrès technique. Nous savons bien que nous avons de multiples problèmes à résoudre dans cette phase de transition cruciale qui s'amorce actuellement. Et notre devoir est d'y *œuvrer* (*œuvrer*, c'est un peu comme *bosser* ou *boulonner,* mais de manière bien plus enrichissante) ; nous devons encore en mettre un coup… En étant confiant, toutefois, car *l'humanité ne se pose jamais que les tâches qu'elle peut résoudre*…

«*Le travail, y'en a plus ? Enfin une bonne nouvelle !*» titrait un tract anarchiste distribué il y quelques mois. A présent on va pouvoir enfin *s'occuper* utilement…

DJÉMIL KESSOUS


A-L W

A propos des objections de G. Gaudfrin, dans notre n° 938, J.Bourdette nous adresse les réflexions suivantes :

Plaidoyer pour les meilleurs

Ce lecteur semble avoir les mêmes craintes et vous adresser les mêmes objections que je l'ai fait moi-même, il y a quelques mois, lorsqu'il évoque la catégorie des créateurs de projets, et de tous ceux que, dans le système actuel, on appelle les ***indépendants,*** *que je désigne, pour ma part, par le terme de* ***titulaires de métiers à clientèle****, par opposition aux* ***titulaires de métiers à employeurs.***

Or, la réponse que vous lui apportez semble confirmer la position bloquée sur laquelle vous campez … et c'est sur ce point précisément que risque d'achopper votre projet de contrat civique, à savoir votre refus de faire la distinction essentielle, et donc de traiter leurs cas différemment, entre ces deux types d'activité professionnelle qui se complètent, l'un ayant obligatoirement besoin vital de l'autre, et vice-versa.

Vous partez en effet du postulat que le contrat civique est ***valable pour tous*** *(sous-entendu* ***imposé*** *à tous, sans distinction, pour les citoyens actifs, entre les deux catégories,* ***à employeurs*** *ou* ***à clientèle****, et même contre la volonté de ceux, les* ***à clientèle*** *notamment, qui préféreraient conserver, pour eux du moins, le système actuel de revenu.*

Donc, et c'est là où je ne suis plus d'accord, le Revenu de Citoyenneté et les crédits supplémentaires de consommation distribués à tous ces professionnels autrefois ***indépendants*** *ou* ***à clientèle*** *dans le cadre de votre contrat civique, seraient désormais constitués de sommes* ***forfaitaires*** *et constantes, même si elles sont révisables cas par cas comme vous le prévoyez heureusement…*

Or, deux cas limites se présentent dans cette catégorie des travailleurs ***à clientèle*** *:*

Il y a, à un bout, ceux qui ne sont pas doués pour cette activité commerciale ou artisanale, et végètent avec un tout petit chiffre d'affaires les amenant parfois à la limite du seuil de pauvreté et, la crise actuelle aidant, leur nombre augmente sans cesse, si l'on en juge à la quantité croissante de boutiques vides et fermées. La plupart de ceux-ci seraient cependant capables d'être utiles à la société dans une autre activité, que celle-ci serait tenue de leur proposer après orientation et formation appropriée à leurs dons et aptitudes. Il faudrait donc qu'ils consentent à fermer boutique et à laisser de meilleurs qu'eux se partager la clientèle pour se reconvertir, et, dans ce cas, le revenu forfaitaire que vous prévoyez conviendrait parfaitement.

Mais, à l'autre bout, il y a ceux qui, par des moyens parfaitement réguliers et honnêtes, tout simplement par leur seul talent personnel et parce qu'ils sont les meilleurs dans leur domaine commercial, réalisent un très fort chiffre d'affaires et donc un bénéfice net élevé, ce que vous appelez un profit, non pas parce qu'ils volent, mais parce qu'ils ont beaucoup de clients et que chacun de ceux-ci leur achète beaucoup…

Ce sont ceux-là qui n'accepteront jamais de voir leur travail rémunéré de manière forfaitaire, comme l'est celui des salariés.

Puisque vous prévoyez que les clients paieront leurs achats avec des cartes à puce, ce qui suppose que chaque vendeur disposera, pour traiter celles-ci, d'une caisse enregistreuse relevant, au centime près, le chiffre d'affaires, puis le bénéfice net par semaine, par mois, par an…, il faudra ***obligatoirement*** *allouer à ces vendeurs la* ***somme identique*** *au bénéfice virtuel enregistré par la caisse à cartes à puce, et surtout pas une somme fixe forfaitaire, même* ***révisable****.*

Il faudra donc que chacun d'eux conserve intégralement le même pouvoir d'achat qu'il gagnerait dans le système actuel. Si le bénéfice net résultant de la somme enregistrée à la fin d'un mois est de N francs, il faudra lui attribuer exactement N francs. Lui allouer moins serait le léser et il ne peut l'accepter…

Pourquoi les salariés ne peuvent-ils être rémunérés que par une somme forfaitaire convenue par contrat pour un temps de travail donné, ce qu'on appelle ***salaire****, alors qu'un commerçant, un artisan, un chef d'entreprise indépendant ne peuvent absolument pas avoir leur travail, leurs responsabilités et leurs rôles respectifs rémunérés de la même façon ? Pourquoi ce double système de rémunération que l'on ne peut réduire à un seul ?*

Parce que certaines activités humaines, celles des salariés, ne sont pas ***vendables*** *directement du producteur au consommateur. Elles ne sont chacune qu'un maillon intermédiaire dans une chaîne d'actes humains, parmi d'autres maillons dont la somme constitue un résultat final, un aboutissement qui est, lui, par contre, un ensemble vendable par le chef d'entreprise, situé au sommet de toute une hiérarchie et qui lui seul, dans sa société, a le droit de vendre le produit fini de celle-ci, marchandise ou service, et détient seul le rôle et la profession* ***à clientèle*** *. Prenons l'exemple d'un dessinateur industriel en automobile. Vous ne le voyez pas installé sur un marché, et criant à la cantonade : «****Qui veut un beau plan de pignon de 3e vitesse de Peugeot 205 ? Pas cher, M'sieurs-dames !****…» comme s'il vendait des poulets ou des fruits et légumes !…*

Son travail, ne pouvant être vendu directement au consommateur, est intégré au milieu des maillons de cette chaîne productive et hiérarchique. Il ne peut dont être rémunéré que par le chef d'entreprise, et que sous forme forfaitaire fixée pour un temps de travail donné, le fameux salaire et, en échange de ce salaire qu'il a accepté en signant son contrat de travail, il s'est engagé à fournir une certaine ***valeur*** *de travail, en quantité comme en qualité.*

C'est là qu'intervient précisément la notion, très importante dans toute économie moderne, qu'elle soit entièrement libre ou planifiée, de la ***sanction du travail****.*

Pour être de qualité valable et satisfaire l'ensemble des consommateurs, tout travail doit être sanctionnable, et tout travailleur, qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des deux catégories citées ci-dessus, doit être sanctionné, mais la sanction n'a pas la même origine pour le travailleur ***à employeur*** *que pour celui* ***à clientèle****.*

Revenons au salarié cité plus haut. Nous avons vu qu'il était intégré à l'intérieur d'une échelle hiérarchique, et qu'il a donc, au-dessus de lui, des chefs et des supérieurs, comme il peut avoir, au-dessous de lui, des subordonnés, tous eux-mêmes salariés. S'il advient qu'il travaille trop peu ou mal, ses supérieurs hiérarchiques, responsables de ce qu'il

fait, le sanctionneront, et cette sanction pourra aller, à la limite, jusqu'à son licenciement et donc à la perte de son revenu. Sa conscience professionnelle sera donc motivée, non par la clientèle et les consommateurs, puisqu'il n'est pas directement en rapport avec eux, mais par la crainte de ses supérieurs et, au sommet, de son employeur. Tout salarié est donc sanctionnable par ***hiérarchie interposée****.*

Prenons maintenant le cas du commerçant ou de l'artisan, de l'indépendant. A l'inverse du salarié, il n'est soumis à aucune hiérarchie, et il n'y a personne entre ses clients et lui-même. Il est absolument libre et seul responsable de tous ses choix et décisions, alors que le salarié doit obéir aux ordres et consignes qu'il reçoit de sa hiérarchie.

Il est donc sanctionnable directement par ses clients eux-mêmes. S'il est jugé mauvais ou leur déplaît, il n'en aura pas ou très peu, et son revenu sera médiocre. S'il est très bon, il aura au contraire beaucoup de clients et gagnera beaucoup d'argent par ***accumulation de plus-values*** *selon la dialectique de K. Marx qui y voyait le fondement même du capitalisme.*

Sont ainsi rémunérés directement par leurs clients, donc ***capitalistes*** *le marchand d'avions comme le marchand de marrons, la plus-value par unité réalisée étant seulement beaucoup plus grande sur la vente d'un avion que sur celle d'un cornet de marrons. Par contre, il y aura, en un temps donné, certainement plus d'acheteurs pour le second que pour le premier…*

Si les clients sont nombreux à apprécier et à acheter ses marrons, le marchand peut gagner, de ce fait, beaucoup d'argent, mais si, pour augmenter son bénéfice unitaire, il décide, par exemple de remplacer les marrons classiques par des marrons d'Inde, au coût moindre, il gagnera peut-être plus par unité vendue, mais ses clients ne risquent pas de revenir et la sanction, s'il persiste, sera pour lui la ruine…

Ces exemples montrent que la sanction exercée par la clientèle et résultant de la libre concurrence, qu'elle soit positive (l'enrichissement du vendeur) ou négative (sa faillite) est irréfutable et parfaitement équitable, une sorte de ***jugement de Dieu,*** *contrairement à la sanction exercée par une hiérarchie ou une instance compétente quelconque sur les salariés, laquelle est souvent subjective et rarement désintéressée.*

Celui dont le travail est ainsi sanctionné directement par ses clients doit donc être rémunéré directement et proportionnellement par ces mêmes clients. Toute autre procédure de rémunération aboutissant pour lui à un revenu inférieur ne pouvant que le démotiver et l'inciter à en faire le moins possible pour le même prix, et à refuser des clients, suivant la loi d'airain dite du moindre effort, et à la grande exaspération des consommateurs, comme vous pouvez le deviner…

Vous représentez-vous un de ces commerçants-artisans chez qui ***on fait toujours la queue,*** *ou un restaurateur affichant chaque midi* ***complet*** *et devant refuser du monde, tant ses repas sont appréciés, obligés constamment de saisir les* ***instances compétentes*** *(?) que vous citez, ou les commissions démocratiques attribuant chaque revenu le* ***plus équitablement possible*** *(???)* ***et susceptibles d'appel*** *(que cite R.G. dans le n° 935) puis d'attendre des mois, peut-être des années, vu l'encombrement inévitable desdites commissions, avant que son cas ne soit jugé, puis interjeter appel (car rien n'assure que les jugements rendus par ces instances compétentes seront équitables), et attendre encore des mois et des années ?…*

*D'ailleurs, toutes ces commissions et instances que prévoit votre contrat civique pour l'attribution des revenus de chacun ont comme un arrière-goût de déjà vu. Je trouve qu'elles rappellent irrésistiblement les tristement célèbres "****jurandes****" des corporations sous l'Ancien Régime, que Turgot avait déjà tenté vainement de supprimer, et qui furent heureusement abolies définitivement par la Révolution.*

On sait que ces jurandes, qui, elles aussi, devaient être au départ équitables et ***démocratiques,*** *s'étaient vite transformées en nomenklaturas, et même en véritables mafias, et que les candidats qui obtenaient auprès d'elles les meilleures notes étaient surtout des* ***pistonnés****.*

*On peut donc craindre que ces instances ou "****conseils économiques****" auxquels vous voulez attribuer tant de pouvoirs, dans le cadre de votre contrat civique, ne finissent pareillement aux jurandes, car tout excès de pouvoir corrompt, par évoluer vers de nouvelles sortes de nomenklaturas.*

Je comprends bien que le premier but à atteindre pour l'Economie Distributive est d'abord de mettre fin aux abus actuels qui ont atteint un véritable

(suite de cette lettre en bas de la page14)

Pour que notre réponse ne soit pas aussi longue que cette lettre, nous nous sommes permis de souligner certains passages-clés pour y répondre en particulier.

Nous avons bien compris que vous êtes de ceux qui s'accommodent du système actuel, parce que leur valeur personnelle y est reconnue et leur vaut de substantiels revenus. Vous n'en avez que plus de mérite à vous intéresser à l'E.D, d'autant qu'il ne semble pas que ce qui vous motive soit le sentiment que les moyens et le nombre des clients solvables, qui font encore la fortune des meilleurs parmi les professionnels à clientèle, ne puissent qu'aller en diminuant. Surtout si les progrès de la REdistribution (par la CSG par exemple) vont en s'accentuant, ce qui est inévitable pourtant.

1ère réponse : la société serait tenue de proposer autre chose aux *non-doués.* Nous pensons important que, justement par le contrat civique, il soit possible que l'initiative vienne aussi des citoyens et pas seulement de la société, c'est-à-dire des employeurs. C'est une meilleure garantie que l'activité ainsi choisie permettra au citoyen de s'épanouir. Et nous croyons qu'il est mieux à même de définir certaines activités utiles, aujourd'hui méprisées.

2ème réponse : lui allouer moins serait le léser… il est sanctionnable directement par ses clients eux-mêmes. Ceci n'est pas du tout incompatible avec le contrat civique. Le surdoué, dans un métier à clientèle, présentera un contrat pour continuer à faire mieux que les autres. Il pourra demander pour cela les revenus qu'il touche aujourd'hui. A ses clients qui l'apprécient, et tiennent à ce qu'il continue, de venir s'inscrire pour faire partie de la commission qui en jugera, au simple titre de consommateurs. Bien sûr, il y aura aussi quelques professionnels capables de vérifier certaines qualités du travail (hygiène par exemple) que les clients n'ont pas les moyens de juger. Mais les meilleurs n'auront aucune raison de les craindre.

Ainsi les marchands seront encore sanctionnés par leurs clients et ce *jugement de Dieu* n'en sera pas moins valable parce qu'il sera public.

3ème réponse : Vu l'encombrement inévitable desdites commissions… qui rappellent les jurandes.

Rien ne vous permet de soutenir de telles affirmations. Dans une société distributive, les moyens seront là pour que ces commissions travaillent au rythme voulu, et nombreux seront les citoyens se sentant responsables et disponibles pour siéger dans ces commissions. Il faut tout faire pour que notre société parvienne à ce haut niveau de conscience, même si l'apprentissage doit en être long.

M-L D

A-L W

courrier des lecteurs

Après un an d'abonnement, je vous adresse mon réabonnement avec mes félicitations pour la qualité de vos analyses des dysfonctionnements de nos sociétés développées, la vigueur de vos convictions et l'ouverture de vos colonnes à toutes les réflexions sur le sujet.

A cette occasion, je voudrais vous faire part de trois réflexions :

1°Vos projets reposent sur le postulat que nous sommes capables de satisfaire tous les besoins de chacun… Ce n'est vrai que si chacun veut borner ses désirs en prenant en compte toutes les contraintes (environnement, besoins des autres, projets d'investissements, etc.) et, si les produits distribués par la collectivité ne peuvent être vendus à l'extérieur de la communauté distributive.

Considérons, d'une part, l'avidité que nous avons (par exemple, nous les retraités, pour les voyages lointains et pour les soins médicaux les plus sophistiqués), d'autre part, l'impossibilité de couper une communauté distributive du reste du monde sans accepter de la soumettre à une dictature totalitaire et, enfin, observons ce que sont parfois devenues, dans leurs décadences, des communautés monastiques qui avaient, en leur temps, été distributives…

N'est-il pas nécessaire d'admettre que votre projet, à part pour de (petites) communautés de volontaires, ne peut être qu'un but lointain, une ligne d'horizon, une nouvelle frontière vers laquelle nous ne progresserons qu'en nous changeant nous-mêmes ?

2° Certains de vos lecteurs, comme G. Gaudfrin, rejettent toute idée de transition en jetant l'anathème sur le réformisme… Faute d'accepter de bien définir les contours du possible, nous ferions le choix de la politique du pire. Pour faire s'effondrer un système honni, nous serions responsables de grandes misères et de dérives totalitaires probables.

3° Les suggestions de V. Giscard d'Estaing pour les cotisations sociales auraient eu, si elles n'avaient été présumées dictées par les arrière-pensées politiques, le mérite de faire parler d'un problème majeur. En effet, à côté, ou à défaut du revenu d'existence, la prise en charge par l'État, sur des ressources fiscales, d'une partie des cotisations sociales aurait des effets très favorables sur l'emploi… Je voudrais développer un peu ce point :

Notre protection sociale a été développée à partir de prélèvements au niveau des entreprises en fonction des salaires (et des revenus professionnels). Tant que les consommateurs étaient obligés de payer les produits de nos entreprises, ils payaient sans s'en apercevoir cette protection sociale

Puis la mondialisation des échanges et l'intensification de la compétition inter-entreprises a permis au consommateur d'acheter des produits importés de pays à faibles salaires et protection sociale. Ce qui a conduit les chefs d'entreprises à de plus en plus délocaliser des ateliers et robotiser les autres. Ce faisant, ils se défaussent des coûts de la protection sociale sur les entreprises qui ne peuvent le faire, tandis que ces coûts augmentent en raison du chômage induit. Nous sapons les bases de notre protection sociale, il est nécessaire de modifier l'assiette des prélèvements sociaux.

Il s'agit, non de faire des cadeaux aux entreprises, mais de modifier les données qui s'imposent à celles qui veulent rester dans le jeu économique.

Les allégements au coup par coup pour la réinsertion des chômeurs ne peuvent convenir… Ils sont temporaires et, à la limite, peuvent entraîner de simples substitutions d'emploi au lieu de créations.

Une solution simple consisterait à introduire un abattement généralisé sur les salaires pour le calcul de la plus grande partie des charges sociales.

Les ressources nécessaires seraient demandées :

- à la TVA qui a l'avantage de frapper les produits importés sans grever notre compétitivité à l'export.

- à la CSG qui frappe tous les revenus.

- à une petite augmentation de l'impôt sur les sociétés (nous avons un taux parmi les plus faibles d'Europe).

- et si nous voulons freiner la course à la robotisation et au gaspillage de capitaux, une petite taxe sur les amortissements… Bien sûr, il faut continuer à rechercher la productivité pour faire face à tous les besoins,

---

(suite de la page 13)

paroxysme. Mais, je le répète, il ne faut surtout pas se tromper d'ennemis, c'est-à-dire sur les fauteurs d'abus.

*Les vrais responsables, et bénéficiaires des abus économiques et inégalités scandaleuses actuels, ne sont pas des commerçants, des vendeurs, si élevés que soient leurs bénéfices, mais au contraire, si étonnant que cela puisse paraître, des **salariés**, de l'espèce des PDG salariés, tels que le plus cher payé de France, Pierre Suard, qui a négocié son salaire avec son patron M. Suard Pierre, lequel a été d'accord pour lui attribuer tout ce que son talentueux employé lui réclamait… Et autres exemples actuels défrayant la chronique judiciaire.*

Alors, en Économie distributive, cherchons les vrais responsables et corrompus là où ils se trouvent, mais cessons de vouloir prendre comme boucs émissaires les honnêtes commerçants et autres travailleurs indépendants.…

Jean Bourdette

chez nous et dans le monde, mais il faut réguler cette course à la productivité qui devient catastrophique quand elle aboutit à mettre hors jeu de plus en plus de nos concitoyens…
Il semble qu'il faille un transfert suffisant au départ mais que ce transfert puisse s'accentuer progressivement. En effet, l'objectif affiché modifierait certainement le raisonnement des entrepreneurs au-delà de ce qu'impliqueraient les premières décisions.
Quand je considère les résistances à l'application de la CSG devant R. Barre qui l'a lancée jusqu'à Balladur qui l'a développée en passant par M. Rocard qui lui a donné son nom… je ne suis pas très optimiste… Puisse la préparation des présidentielles permettre, au-delà des rivalités de personnes, de faire passer dans l'opinion la perception de ce genre de problèmes. Faute d'une telle prise de conscience, les réformes nécessaires risquent fort d'être bloquées par des résistances insurmontables dans des délais compatibles avec leur urgence.
Par votre contribution à tant de réflexions intéressantes, vous aidez à cette prise de conscience, je vous en remercie.

H.B., Montmirail

Réponses : 1° Oui, chacun doit borner ses désirs en tenant compte des contraintes : la liberté s'arrête là où commence celle du voisin. D'où la nécessité d'une gestion (démocratique) de la production, d'un pouvoir économique enfin partagé.
Admettons que notre projet soit un but lointain… mais la société actuelle peut-elle continuer longtemps sans implosion ? La misère dans l'abondance qu'elle génère est-elle tolérable ? « *Les communautés monastiques sont entrées en décadence* »… Vivaient-elles dans l'abondance et en ayant pour objectif de satisfaire le maximum possible des besoins de ses membres ? Les produits d'une société distributive ne pourraient, certes, pas être vendus à l'extérieur, mais échangés. N'est-ce pas déjà le cas, en fait, le plus souvent ?
Changer d'abord l'homme ou inventer les conditions de son changement ? C'est le problème de la poule et de l'œuf. Allons, il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer, surtout dans les conditions dramatiques actuelles pour tant de nos semblables.
2° Voici soixante ans que les distributistes, à la suite de J. Duboin, s'évertuent par leurs efforts de persuasion, à éviter le pire. Beaucoup cherchent à imaginer des transitions (cf notre numéro hors série de 1992), sans succès. Beaucoup enfin "*donnent*" à ceux qui pleurent misère… et les aident ainsi à durer, sans que cela fasse évoluer la situation !
3° D'accord sur votre analyse de l'évolution passée de la protection sociale, et avec la revue que vous faites de la plupart des moyens de REdistribution, susceptibles de la maintenir. Comme vous êtes probablement d'accord qu'il ne saurait être question de revenir sur les "*acquis sociaux*". Mais les besoins sociaux ne peuvent que croître depuis qu'une production croissante distribue de moins en moins de revenus salariaux, de sorte qu'il n'est pas possible, indéfiniment, de prendre à Pierre pour donner à Paul : ni l'un, ni l'autre ne s'en satisfait, et le nombre des Pierre diminue, tandis que celui des Paul augmente. C'est donc le système des prix-salaires-profits qu'il faut remettre à plat : créer de nouvelles règles du jeu pour une société en complète mutation. Loin de vouloir freiner la course à la robotisation ou de chercher à créer des emplois *"pour l'emploi"*, nous cherchons à ce que le progrès soit partagé entre tous, même si cela impose des changements qui, à prime abord, paraissent "*utopistes*" !

* * *

Des suggestions ? Il faut continuer !! Le seul problème réside à faire passer nos propositions lucides autour de nous : amis, presse locale, meetings et surtout le nouveau maître : médias.
Il y a quelques années tous les mouvements avaient droit à quelques minutes d'antenne à la TV. Ne négligeons aucun niveau : radios locales, campagnes électorales, pour montrer l'absurdité et l'impasse des mesures proposées généralement.
Ce n'est pas le chemin qui est impossible, c'est l'impossible qui est le chemin.

R.C., Narbona

* * *

La compétitivité, la concurrence, le profit, les habitudes, l'égoïsme, les religions, l'armée et surtout le pouvoir de l'argent, responsable du malheur des hommes, c'est le facteur déterminant qui décide de tous les comportements.
Ce n'est pas la droite ou la gauche qui gouverne le monde, mais l'argent, les chômeurs qui réclament du travail, recherchent en réalité du pouvoir d'achat.
C'est la Grande Relève qui m'a fait prendre conscience de ce problème fondamental. Je suis donc convaincu que tant que la monnaie ne sera pas moralisée, il y aura des corrupteurs et des corrompus, des exploiteurs et des exploités, des maîtres et des esclaves.
Malheureusement, nous ne possédons pas les moyens nécessaires pour faire comprendre à tous ceux qui souffrent de misère, de pauvreté et d'exclusion que leurs problèmes sont liés au pouvoir de l'argent.
Nos propositions progressent lentement, mais elles avancent puisque la Libre Pensée de Charente-Maritime a mis à l'ordre du jour de sa prochaine réunion, le 26 janvier 1995 un seul sujet :

L'économie distributive.

R.G., Tonnay-Charente

* * *

A propos de l'article D'où vient l'argent ?*de D. Kessous, Jacques Duboin avait déjà répondu « pour moitié d'un encrier». La notion de masse monétaire (provenant des Instituts d'émission et de la marmite à crédits des banques) et celle de "formation des revenus aux impacts de la circulation" semblent avoir échappé à D. Kessous qui, se noyant dans la valeur marchande, embrouille la question.*

H.M., Guérande

l'économie distributive en quelques lignes :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés. Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel. Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, bref, lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut. Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise*****[1].**

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou ***économie distributive***, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être réalisée et mise à la disposition de tous.

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange pouvoir d'achat *contre* temps de travail.

Une double réorganisation s'impose donc, celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**. D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître si besoin.

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société.

Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social". D'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte, dans une banque "nouveau régime," de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort. Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce ou d'un carnet de chèques s'il préfère, et le montant de l'achat est déduit de son compte. Rien n'est changé pour le consommateur, mais le crédit correspondant est annulé.

La monnaie distributive ne sert qu'à acheter, **elle ne circule pas**, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**.

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2]**,** des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3].

L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence,* minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Le contrat civique stimulerait l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, et surtout de faire reconnaître et valoir ses diverses activités[5], même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Simple définition de leur service social pour les uns, ou projet ambitieux de nouvelle activité pour d'autres, le contrat civique proposé par chaque citoyen (aidé au besoin) doit faire l'objet d'une publicité préalable, avant d'être présenté à des instances compétentes, au niveau adapté à l'envergure du projet (selon le principe de *subsidiarité*), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens siégeant à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera réalisée, en économie distributive, par la remise à ces instances ou Conseils Économiques, du **pouvoir de création monétaire,** privilège actuellement détenu arbitrairement par les banques.

Nous avons rédigé quelques ouvrages qui permettent d'approfondir la réflexion sur ces propositions.

M-L D.

---

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.
2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.
3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N°901.
5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.